

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(Commun à tous les lots)**

**(C.C.A.P.)**

**Le pouvoir adjudicateur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS  
TERRES & MERS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
HOTEL COMMUNAUTAIRE  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 18-059**

**établi en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés  
publics et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :**

---

**LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE REPAS POUR LES STRUCTURES D'ACCUEIL  
DE JEUNES ENFANTS ET LE CENTRE INTERCOMMUNAL DE LOISIRS SANS  
HEBERGEMENT**

---

**Procédure adaptée en application de l'(des) article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars  
2016 relatif aux marchés publics.**

**Date et heure limites de remise des offres : 07-12-2018 à 11:30**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

1. - Objet de l'accord-cadre
2. - Décomposition de l'accord-cadre
  - 2.1. - Allotissement
  - 2.2. - Forme de l'accord-cadre
3. - Généralités
  - 3.1. - Pièces contractuelles
  - 3.2. - Protection de la main d'œuvre et clause sociale
  - 3.3. - Protection de l'environnement
  - 3.4. - Réparation des dommages
  - 3.5. - Assurances
  - 3.6. - Autres obligations
4. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution des prestations
  - 4.1. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution
  - 4.2. - Exécution complémentaire
  - 4.3. - Pénalités de retard
  - 4.4. - Primes pour réalisation anticipée des prestations
5. - Prix et règlement
  - 5.1. - Contenu des prix
  - 5.2. - Variation des prix
  - 5.3. - Modalités de règlement
  - 5.4. - Périodicité des paiements
  - 5.5. - Avance
  - 5.6. - Sûretés
  - 5.7. - Pénalités diverses
6. - Conditions d'exécution des prestations
  - 6.1. - Lieu d'exécution
  - 6.2. - Emballage
  - 6.3. - Transport
  - 6.4. - Mode de livraison
  - 6.5. - Documents à fournir
  - 6.6. - Surveillance en usine
  - 6.7. - Clauses techniques
7. - Constatation de l'exécution et garantie
  - 7.1. - Opérations de vérifications-décisions après vérifications
  - 7.2. - Garantie
8. - Dispositions diverses
  - 8.1. - Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations
  - 8.2. - Autres dispositions
9. - Résiliation
10. - Litiges et différends
11. - Dérogations aux documents généraux

## Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE REPAS POUR LES STRUCTURES D'ACCUEIL DE JEUNES ENFANTS ET LE CENTRE INTERCOMMUNAL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT

## Article 2 - Décomposition du contrat

### 2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet de 2 lots :

Lot n° 1 : LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE REPAS 100 % BIO EN LIAISON FROIDE POUR LES STRUCTURES D'ACCUEIL DE JEUNES ENFANTS

Lot n° 2 : LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE DU CENTRE INTERCOMMUNAL DE LOISIRS

### 2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande avec minimum et/ou maximum, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Elles sont susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot	Première période		Cumul périodes suivantes	
	Quantités Minimum	Quantités Maximum	Quantités Minimum	Quantités Maximum
Lot 1 - LA FOURNITURE ET DE REPAS 100 % BIO EN LIAISON FROIDE POUR LES STRUCTURES D'ACCUEIL DE JEUNES ENFANTS	0 € HT	30 000.00 € HT	0 € HT	60 000.00 € HT
Lot 2 - FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE DU CENTRE INTERCOMMUNAL DE LOISIRS	0 € HT	30 000.00 € HT	0 € HT	60 000.00 € HT

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'aux derniers jours de validité du marché.

## **Article 3 - Généralités**

### **3-1-Pièces contractuelles**

L'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles;
- les pièces particulières, annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

### **3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale**

#### **3-2-1-Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et, dans l'affirmative :

a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du Travail;

b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du Travail.

(Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion de l'accord-cadre, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

a) Sa date d'embauche ;

b) Sa nationalité ;

c) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution de l'accord-cadre et avant la notification de l'accord-cadre, le fournisseur ou l'entrepreneur retenu doit fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

A savoir :

a) Le certificat social URSSAF, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession ).

b) Une attestation fiscale ou de régularité fiscale, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession ).

De plus, pour les contrats d'une valeur supérieure ou égale à 5 000€ le candidat et futur attributaire de l'accord-cadre doit fournir avant la notification de l'accord-cadre puis tous les 6 mois les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, (l'attestation de vigilance).

4) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

### **3-3-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations**

### **4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution**

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 An(s), à compter du 01-01-2019.

L'accord-cadre est reconductible 2 fois, pour une période de 1 An(s), soit une durée maximale de 3 An(s).

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de reconduire ou non l'accord-cadre. La notification de cette décision doit intervenir 2 mois avant la fin de la période de validité en cours.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article 16 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après. Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans le C.C.T.P..

Le mandatement des factures par le pouvoir adjudicateur vaut reconnaissance de la réception dans les délais prévus par le marché des fournitures.

Si des pénalités pour retard étaient dues, la pouvoir adjudicateur liquidera les pénalités dues et émettra un titre de recette à l'encontre du titulaire.

## **4-2-Exécution complémentaire**

### **4-2-1-Modification du contrat**

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, et selon les modalités suivantes :  
Toutes les modifications au contrat feront l'objet d'un avenant.

### **4-3-Pénalités de retard**

Dans l'éventualité d'une défaillance dans la prestation, sauf en cas de force majeure, des pénalités sont appliquées au titulaire dans les conditions suivantes :

- en cas de retard dans l'entrée du fonctionnement, d'interruption partielle ou générale de la prestation, le titulaire verse à la communauté d'agglomération une indemnité calculée en multipliant le nombre de repas par le prix du repas et par le nombre de jours de retard de fonctionnement ou de mauvais fonctionnement,
- en cas de non-conformité de la prestation avec les prescriptions du présent marché, de non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité, d'hygiène ou de nutrition, de négligence dans le renouvellement ou l'entretien des matériels mis à disposition, le titulaire verse à la communauté d'agglomération une indemnité calculée en multipliant le nombre de repas par le prix du repas et par le nombre de jours où les exigences demandées n'ont pas été respectées.

Pour les manquements listés ci-dessus, le titulaire se voit appliquer les indemnités suivantes :

- Non-respect des obligations relatives à la diversité et variétés des menus proposés : 100 € HT,
- Remplacement de produits par une gamme inférieure sans accord préalable du Pouvoir adjudicateur : 100 € HT,
- Non-respect de la fréquence des repas à thème ou festifs prévus dans le marché : 300 € HT par manquement.

## **Article 5 - Prix et règlement**

### **5-1-Contenu des prix**

**Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires**, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les sujétions particulières suivantes :

## **5-2-Variation des prix**

**Les prix de l'accord-cadre sont fermes la première année, ils sont révisables une fois par an, à chaque date anniversaire.**

**Une formule de révision de prix doit être proposée par le candidat. Elle devra être clairement énoncée dans sa proposition ainsi que l'indice de référence servant au calcul du nouveau prix. Chaque révision devra être validée par le pouvoir adjudicateur avant la reconduction du marché.**

Les prix ne varient pas jusqu'à l'entrée en vigueur des nouveaux prix pratiqués par le titulaire pour l'ensemble de sa clientèle.

Pour déterminer le prix de règlement, l'élément de la référence mentionnée ci-dessus à prendre en considération est celui en vigueur à la date de la commande.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, sous peine de forclusion, à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif ou barème avec un préavis de : 2 mois minimum avant la date prévue pour la révision.

La collectivité se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 10,00 % l'an.

## **5-3-Modalités de règlement**

### **5-3-1-Régime des paiements**

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

### **5-3-2-TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **5-3-3-Présentation des demandes de paiement**

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° SIRET et adresse du créancier, la date d'émission et le numéro de la demande de paiement;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro d'engagement juridique ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;

- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

#### 1) Envoi papier

Les demandes de paiement sont adressées à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRE & MERS  
DIRECTION FINANCIERE  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS

#### 2) Envoi électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la demande de paiement peut ou doit être envoyée par voie électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le caractère facultatif ou obligatoire de cet envoi électronique dépend de la taille du fournisseur ou du groupe dont il dépend. La facture électronique est obligatoire :

- A partir du 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés et plus CA de plus de 1,5 milliards €) et leurs sous-traitants
- A partir du 1er janvier 2018 : les entreprises de taille intermédiaire (ETI, 250 à 5 000 salariés et CA < 1,5 milliards €)
- A partir du 1er janvier 2019 : les petites et moyennes entreprises (PME 10 à 250 salariés et CA < 50 millions €)
- A partir du 1er janvier 2020 : les micro-entreprises (moins de 10 salariés et CA < 2 millions €)

### 5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

### 5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

### 5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

### 5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.



Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre depuis le début de celui-ci.

### **5-5-Avance**

Il ne sera pas alloué d'avance.

## **Article 6 - Conditions d'exécution des prestations**

### **6-1-Lieu d'exécution**

Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque commande.

### **6-2-Transport**

Conformément à l'article 19.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

### **6-3-Mode de livraison**

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes : voir CCTP..  
Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.

## **Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie**

### **7-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont celles qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Le pouvoir adjudicateur effectue ces vérifications au moment même de la livraison des fournitures.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 25 du CCAG FCS et le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables.

Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

#### **1) Vérification quantitative**

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

## 2) Vérification qualitative

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande verbale ou écrite du directeur de la structure concernée, qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

## 3) Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS par le pouvoir adjudicateur.

### **7-2-Garantie**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

## **Article 8 - Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

## **Article 9 - Litiges et différends**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

## **Article 10 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCAP

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS par l'article 7.2 du CCAP